

Ils disaient que nous n'en étions sûrement plus à cette époque. Évidemment, M. King, appartenait à la génération précédente, ce que sa pensée reflétait. C'était cela le bien-être social, ramasser les morceaux, aider à fournir une ambulance pour cueillir les victimes de notre société et de notre économie. Nous sommes partis de ce point et nous nous rendons compte qu'un des buts de la société est de maintenir un niveau de vie convenable, non pas simplement de garder les gens en vie, mais leur permettre de jouir des avantages de notre époque, leur permettre de vivre une vie fructueuse.

Nous aurons à avancer encore beaucoup dans cette direction au cours de la prochaine décennie. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social et le ministère du Travail collaborent déjà sur un certain nombre de questions. Je pense qu'il faudrait étudier sérieusement les moyens d'amplifier les programmes actuels de pension, de bien-être social et d'assistance, afin que les Canadiens puissent vivre et travailler comme ils le devraient et sans subir les contrecoups de l'automatisation.

Je voudrais traiter d'un autre service important du ministère; un certain nombre de mes collègues en parleront d'une façon plus détaillée. Je n'en dirai que quelques mots pour l'instant. Je veux parler de toute la question de la santé, mise en relief par un récent rapport. Il s'agit, bien entendu, du rapport de la Commission Hall. Des rapports et de la documentation de toute sorte ont été publiés depuis quelques années au sujet de la santé. Le ministre a rappelé que lors de l'étude des crédits de son ministère l'an dernier, j'avais signalé un projet de bill, relatif à un programme national de santé, bill déposé à la Chambre des communes en 1944, par l'un de ses prédécesseurs, le très honorable Ian Mackenzie. Le fait, en soi, est intéressant que l'honorable représentante m'ait avoué, publiquement ou privément, qu'importe, qu'elle n'avait jamais entendu parler de ce projet de bill avant que j'en fasse mention. C'est un des nombreux documents dans ce domaine. Il y a eu le rapport Marsh et plusieurs autres rapports volumineux depuis que je suis ici et même avant cela.

Le rapport Hall est un autre rapport qui a mis en pleine lumière toute la question de la responsabilité de la collectivité en matière de santé. Nous convenons que c'est un excellent rapport. Comme la majorité des rapports, il renferme certains éléments sur lesquels nous ne sommes pas entièrement d'accord. Cependant, nous accueillons tous avec joie l'appel général visant à doter tous les Canadiens d'un régime de santé. Même en lisant ce rapport rapidement, on a l'impression que les

membres de la commission, qui n'ont pas été nommés par le Nouveau parti démocratique, en premier lieu, et ne sont pas de tendance socialiste, ont acquis la conviction, en étudiant la question, que la seule solution à apporter au problème de la santé au Canada, était d'établir un régime national de santé s'inspirant des recommandations que renfermait le rapport. Nous espérons, toutefois, que ce rapport n'aura pas le même sort que nombre d'autres documents volumineux et précieux qui décorent les rayons de la bibliothèque et auxquels on se réfère pendant des années.

Je me réjouis de la déclaration du ministre selon laquelle 14 comités interministériels étudient les divers aspects de ce rapport. J'accueille avec joie sa déclaration nous permettant d'espérer que cette étude sera suffisamment avancée pour que le gouvernement soit en mesure d'adopter une attitude positive lors de la conférence fédérale-provinciale qui aura lieu en 1965. Cependant, j'espère fermement qu'on n'a pas simplement l'intention d'amuser ceux qui assisteront à la réunion, mais qu'elle facilitera l'adoption de la mesure. Je sais que le gouvernement a éprouvé des difficultés à ce sujet depuis qu'il est au pouvoir. Il avait promis 60 jours d'action, mais ce slogan est devenu un boulet qu'il traînera durant tout son mandat. Il a ensuite eu des ennuis lors de la présentation du premier exposé budgétaire de l'honorable M. Gordon. Signalons aussi le régime de pension du Canada dont nous devons commencer l'étude, mais que nous attendons encore. Les soins sanitaires étaient inscrits au programme du parti libéral lors des dernières élections. Je crois que l'honorable député de Burnaby-Coquitlam a fait la lutte à un candidat libéral qui plaçait très haut le programme de santé sur la liste des mesures qui devaient être adoptées au cours de quelques mois.

**M. Pugh:** N'oubliez pas les bourses d'études.

**M. Knowles:** Les bourses d'études étaient une autre promesse du gouvernement. Je crois aussi qu'une promesse a été faite au sujet d'un drapeau et le gouvernement a eu également certaines difficultés dans ce domaine. Le gouvernement ne devrait pas se laisser abattre par ce genre de difficultés; il ne devrait pas se décourager au point de remettre à un avenir plutôt lointain l'étude du régime d'assurance-santé qui revêt plus d'importance peut-être que le régime de pension du Canada. Pourtant, l'honorable représentante sait jusqu'à quel point nous tenons à ce dernier. Si le gouvernement et le ministre intéressé désirent vraiment faire quelque chose d'utile pour le Canada, ils devraient faire en sorte qu'au cours de la présente législature,